

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.



Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr. — Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau provisoire du Journal, rue SAINT-VICTOR, 161.

Paris, 23 mars.

UN COUP D'ÉTAT au douzième arrondissement.

Le XII^e arrondissement, comme tous les autres, s'est battu le 24 février 1848 pour renverser l'arbitraire; il a droit à sa part de liberté.

D'où vient donc que quelques hommes, inconnus la veille de la Révolution, et que nul n'a vus le jour de la bataille, enlèvent à des citoyens entourés de l'estime générale les honneurs que leur décernait le suffrage unanime de leurs frères?

D'où vient que ceux qui ont fait tout ce qui leur était possible pour le bien public, avant, pendant et après la lutte, sont forcés de céder la place à des envahisseurs qui achètent leur force, en adulant basement la vanité des masses, en cherchant à égarer leur bonne foi?

Hier, à dix heures, le placard suivant, placard honteusement anonyme, a été affiché sur tous les murs du XII^e arrondissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Au nom du peuple.

Citoyens,

Les hommes qui vous sont dévoués, qui voulaient consacrer tous leurs efforts à améliorer le sort de ceux qui souffrent depuis si longtemps, se trouvent paralysés par une opposition sourde et systématique, qui, chaque jour, grandit et menace de rendre inutile le sang que vous avez versé.

Les tiraillements qui divisent les différents pouvoirs de la douzième Mairie ont amené une situation des plus graves: elle a trop duré...

Que tous les bons citoyens se rendent aujourd'hui 23 mars, place du Panthéon, à cinq heures précises, pour aviser.

Leurs véritables Amis ne manqueront pas de se trouver au milieu d'eux.

Vive la République!!!

En lisant cet appel impératif à l'agitation, chacun a deviné, reconnu, nommé la main qui l'avait écrit.

Loin d'entraîner les sympathies des véritables républicains du XII^e arrondissement, le placard anonyme a soulevé leur colère.

— Oui, nous irons au Panthéon, avons-nous dit, nous irons pour aviser. Nous savons de quel prix est le dévouement de ces hommes... nous lui donnerons sa juste récompense. Ils veulent rétablir l'oppression dans la République. — Parjures à la grande devise *Liberté, Égalité, Fraternité*, ils veulent nous écraser de leur despotisme. — Le 24 février nous avons dit: Plus de tyrans! Ce soir nous le répéterons encore!

Voilà ce que tous disaient dans les groupes, et tous étaient prêts à tourner en affront contre les auteurs inconnus du placard, l'ovation qu'ils mendiaient, qu'ils convoquaient, qu'ils ordonnaient.

Nous étions prêts.

Or, à quatre heures, nouveau placard, placard officiel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté! Égalité! Fraternité!

La manifestation de ce soir devient inutile. Le citoyen Gornet est nommé par arrêté d'aujourd'hui maire du douzième arrondissement.

Vive la République!

Le Colonel de la douzième Légion,
BARBÈS.

Un murmure d'indignation générale accueille cette nomination.

À quatre heures et demie le tambour bat aux champs: c'est le citoyen Gornet qui envoie les crieurs publics dans les rues lire la proclamation que voici:

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens du douzième arrondissement,

Je viens d'être investi des fonctions de MAIRE DU DOUZIÈME ARRONDISSEMENT.

Mon dévouement vous est connu. Je compte sur vous. Comptez sur moi.

Vive la République!!!

Le Maire du douzième arrondissement,
GORNET.

Le crieur public a vainement demandé des vivats à la foule... la foule s'est indignée.

Qui de nous, en effet, sait ce que c'est que le citoyen Gornet? Il nous dit: *Mon dévouement vous est connu...*

Mais, citoyen, on ne sait pas qui vous êtes; d'où venez-vous, qu'avez-vous fait? Quelles garanties avez-vous donné à la confiance du XII^e arrondissement? Comment avez-vous pu faire plus et mieux que ceux qui ont servi depuis 18 ans parmi nous la cause républicaine? Nous ne voulons pas de vous... citoyen Gornet, nous ne vous connaissons pas.

Vous avez pris pour plastron de votre nomination la popularité du citoyen Barbès. Vous avez fait là une faute, une grande faute.

La candidature du citoyen Barbès au grade de colonel est presque assurée. Nous le croyons zélé pour nos intérêts, ardent pour notre cause, ferme dans les grands principes de liberté et de fraternité; nous avons confiance en lui, mais la vue de son nom au bas de la proclamation nous a vivement surpris.

Pas d'intrigants!

Chaque événement qui amène un bouleversement social produit en même temps une multitude incalculable d'ambitieux, après à la curée, prêts à profiter du désordre, soit pour s'installer dans quelque bonne place abandonnée, soit pour s'en façonner une à leur gré, afin de se donner influence ou profit.

Les uns s'appellent solliciteurs; on pourrait même en flétrir un bon nombre du nom de renégats. La plupart, en effet, partisans forcés, conservateurs *endurcis* du pouvoir de la veille, accourent, flatteurs hypocrites, lécher les pieds des puissants du jour.

Les autres ont mieux préparé leur jeu pour qu'on ne les accusât pas de biseauter leurs cartes au moment où la partie s'engage. Ils ont été intrépides parmi les intrépides, dans les rangs d'une opposition qui devait triompher tôt ou tard; ils ont même fait exprès de se compromettre par la publicité.

Puis, une fois le jour de la victoire venu, ils ont tâché d'en accaparer une large portion. Ils n'ont pas demandé de places... ils les ont prises.

Appuyés sur la popularité qu'ils croient avoir conquise dans le cercle habituel de leurs opérations, ils s'imposent arbitrairement à ce cercle; ces hommes qui se récriaient avec tant d'énergie contre le despotisme oublient très-volontiers leurs principes pour se faire despotes.

Louis XIV, de tyrannique mémoire, disait: *L'État c'est moi...*

Les ambitieux qui grossissent leur voix en public, qui écrivent même volontiers dans quelque coin perdu de journal, pour faire de violentes professions de foi démocratiques ou leur style éclabousse la monarchie, murmurent complaisamment, dans leur vaniteuse admiration d'eux-mêmes: *Le quartier, c'est moi.*

Ces gens-là sont des intrigants aussi bien que les solliciteurs de places, ils sont même plus dangereux, parce que leurs antécédents les ont entourés d'une certaine confiance.

Le douzième arrondissement en est infesté; mais nous créons ce journal exprès pour les frapper en face. Notre indignation d'honnêtes gens les soufflettera si durement que, désignés aux huées des bons citoyens, ils n'oseront plus montrer en public leur visage meurtri.

Nos principes:

Adhésion cordiale et sincère à la République.
Concours actif aux hommes et aux actes du Gouvernement provisoire.

Suffrage universel.

Respect souverain de la propriété.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Solidarité, unité.

Soutien énergique, fraternel constant des intérêts du peuple.

Organisation du travail.

Liberté des cultes.

Liberté de la Presse.

Liberté d'Association.

Ralliement des partis.

Défense de la garde nationale.

Guerre aux abus.

La République! Rien que la République!

L'ère des rois est passée, le peuple a reconquis ses droits en démouillant le trône, et s'est proclamé souverain.

Il a déclaré que lui seul voulait être à l'avenir l'arbitre de ses destinées; le 24 février il a jeté sur les barricades, fumantes encore de son sang, un salut puissant à l'inauguration de son avenir. Il a dit: *Liberté! Égalité! Fraternité! Vive la République!*

Et le lendemain la France tout entière a répété ce cri dans un immense écho!

La République! rien que la République! Voilà le vœu général!

Arrière donc, ceux qui voudraient arborer des prétentions anti-républicaines! Aujourd'hui que le pays demande le ralliement universel des partis, les hommes qui projetteraient contre la forme actuelle de gouvernement une tentative de renversement commettraient un crime de lèse-patrie.

Cependant deux fractions de la nation couvent, dit-on, sourdement des projets monarchiques.

L'une veut la légitimité.

L'autre la régence.

La première veut essayer de rejoindre pour le comte de Chambord les débris d'une couronne brisée par les pavés de 1830.

La seconde se flatte de faire subir à la France purifiée par la Liberté le petit-fils de la corruption.

Folles utopies! criminelles espérances!

Il est impossible que les prétendants à la royauté reprennent leur sceptre pour en meurtrir le peuple: le peuple se lèverait pour les écraser de sa forte main.

Le sang que ferait couler encore une seconde restauration retomberait sur la tête de ceux qui l'auraient tentée.

Oubliez donc vos souvenirs, partisans de la légitimité ou de la régence, pour communier avec nous dans le sublime banquet de la Fraternité universelle proclamée par la République. Unissez vos cœurs et vos bras aux nôtres pour accomplir dans la voie qu'elle a choisie les saintes destinées de la France.

Oubliez le passé, ne songez qu'à l'avenir, à l'avenir qui ne peut être grand et glorieux que par la République.

L'ère des rois est passée, le peuple a reconquis ses droits en démouillant le trône, et s'est déclaré souverain.

Au nom de l'intérêt général:

Nous demandons:

1° La réduction immédiate des traitements exagérés.

2° L'augmentation des traitements trop minimes alloués à des employés utiles.

3° La suppression des sinécures.

4° Une enquête sévère de la moralité des fonctionnaires de l'ancien gouvernement conservés dans leurs charges.

5° La destitution de ceux auxquels cette enquête sera défavorable.

6° Une réforme complète de la magistrature.

Les Rois s'en vont!

Une secousse de la France a ébranlé la vieille Europe.

L'éclair du 24 février a illuminé les autres peuples, et déchiré le nuage qui leur cachait la Liberté.

Le rayon d'une sainte espérance a réchauffé tous les cœurs, et, dans l'explosion de leur enthousiasme les nations se sont éveillées de la léthargie de l'esclavage.

A peine le bruit de l'insurrection avait fini de retentir à Paris, que déjà les grandes capitales de l'Europe répétaient les clameurs de la cité libre. Il y avait si longtemps que les regards interrogeaient la France pour lui demander un cri de ralliement!

Elle a dit: plus de rois! et bientôt tous les rois seront noyés dans le déluge républicain.

Le flot grossit et monte de toutes parts, il ronge la base des trônes, et les trônes chancellent...

Encore un peu de temps, et la vague rénovatrice aura miné les monarchies de l'Europe! encore un peu de temps, et les hommes qui écrasaient le monde sous le poids de leurs majestés de droit direct ou constitutionnel, fantômes évanouis à l'éclat d'un nouveau jour, seront pour jamais perdus dans la nuit vengeresse de l'oubli.

L'humanité dans son âge d'enfance, avait besoin de conducteurs, de régisseurs, elle a eu des rois absolus... Arrivée aux jours de sa puberté il lui fallait des tuteurs pour conseiller son adolescence... elle a eu des rois constitutionnels.

Aujourd'hui la voilà parvenue à la virilité... l'heure de sa majorité a sonné avec le tocsin de 1848... elle peut, elle doit marcher seule, forte d'elle-même, abandonnée à sa propre sagesse.

Le Gouvernement par tous et pour tous sera désormais le soutien de sa vie, la manifestation de sa puissance.

Tous les peuples inscrivent pour devise sur leurs drapeaux: « Soyons libres, égaux, frères. » Ils préparent le pacte social d'une grande confédération européenne.

L'Allemagne est montée fièrement sur la brèche, pour assaillir la tyrannie retranchée dans ses forteresses.

Un vieillard, bourreau des peuples dont la caducité se retrempeait dans le sang des victimes, Néron diplomatique, qui fauchait des moissons de têtes, Metternich, le complice du masacreur Szela, du czar et de Guizot, Metternich chassé honteusement par le peuple de Vienne, a disparu de l'horizon politique.

L'Autriche s'est regénérée par cet acte de haute justice ; flétrie jusqu'ici par le mépris du monde, elle peut reprendre sa place au soleil de la liberté. L'Europe entière lui tend la main pour la féliciter de son affranchissement : les nations lui rendent le nom de sœur.

Vienne est libre ! Prague, Breslau, Posen et Venise le seront demain. Bohémiens et Hongrois, Galiciens et Lombards, reprendront leur indépendance.

La blonde fille du Nord, la sainte et courageuse Pologne, sept fois vaincue, combattra une huitième fois et rompra ses fers. En traversée par sa lutte avec les paysans du Caucase, menacée de voir se croiser contre elle toutes les baïonnettes de l'Europe si elle s'obstine à régner plus longtemps aux bords de la Vistule, la Russie se repliera dans ses anciennes limites.

L'Italie, dont la colère fermentée depuis un an contre ses oppresseurs, rejettera le joug par un effort suprême.

La Prusse est peut-être déjà constituée en République à l'heure où nous écrivons.

L'Espagne s'appelle à faire justice des souteneurs d'une reine imprudente, vierge folle égarée sur un trône.

Le Portugal suivra le mouvement.

L'Angleterre a déjà poussé des cris d'alarmes, précurseurs d'une ère nouvelle. L'Angleterre est de toutes les nations de l'Europe, la première qui ait essayé de la forme constitutionnelle. Le temps de sa maturité démocratique est proche.

Reste la Belgique ; Léopold a dit qu'il était prêt à céder à ses sujets ce qu'ils demanderont, réformes sociales et réformes politiques. Léopold agit en bon citoyen ; les Belges le nommeront probablement dans quelques mois président de leur République.

Et quand tous ces faits seront accomplis, une solidarité puissante unira tous les peuples, et le règne de la paix commencera sur la terre.

Les Arbres de la Liberté.

Une escorte populaire accompagnait ce soir vers six heures trois charrettes portant au Panthéon un magnifique peuplier destiné à devenir un arbre de Liberté.

Un drapeau tricolore, dont la pique était coiffée du bonnet rouge, flottait sur la première charrette, et des enfants du peuple, debout autour de ce drapeau, chantaient la *Marseillaise*.

Les cris de *Vive la République* ont accueilli le cortège à son passage.

Arrivé sur la place du Panthéon, où avait déjà été porté un second arbre plus petit, au milieu d'un grand concours de citoyens, le cortège s'est arrêté. Une députation s'est détachée pour aller prier le clergé de Saint-Etienne-du-Mont, de bénir les deux arbres. Pendant ce temps une quarantaine d'hommes avaient couru chercher leurs fusils, d'autres avaient allumé des torches, et les prêtres de Saint-Etienne, précédés du suisse et des enfants de chœur portant les attributs religieux sont venus processionnellement au milieu d'une escorte d'armes et de flambeaux.

Tous les fronts se sont découverts à l'approche de la croix. Un des prêtres a récité les formules de la bénédiction, puis a fait au peuple une allocution chaleureuse.

Le peuple lui a répondu avec élan : *Vive la Religion* !

— Oui, citoyens, oui, mes frères, a repris le prêtre, *Vive la Religion* ! mais désormais dans toutes nos fêtes, nos lèves et nos cœurs doivent unir à ce cri de la foi le cri de la patrie : *Vive la République* !

De la place du Panthéon, la foule s'est portée à celle de l'Ecole-Polytechnique. Là, en face du fronton de cet asile vénéré des héros de vingt ans que Paris prend toujours pour drapeau dans ses heures de combat, une fosse était préparée pour y planter le peuplier géant, pavoisé de couleurs nationales.

Le clergé s'est arrêté encore pour la bénir, puis il est retourné à son temple avec la même garde d'honneur qui l'avait amené.

Pendant ce temps, cinquante bras devenus herculéens par l'enthousiasme, soulevaient, sans le secours d'aucune machine, le colosse étendu par terre, et le dressaient triomphalement à la place, d'où sa tête domine les toits.

Le *Chant des Girondins*, la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, et des coups de fusil ont salué la plantation de l'arbre sacré.

Puis un véritable bivouac s'est établi alentour, éclairé par la lueur des torches et des lampions des rues voisines illuminées. A minuit encore une centaine d'hommes veillaient en chantant, et un factionnaire montait la garde au pied de l'arbre.

Un autre factionnaire avait été de même placé pour garder l'arbre du Panthéon.

Organisez le travail.

Les classes laborieuses ont été jusqu'ici martyres de l'exploitation. La République ne veut pas de souffrances dans son sein.

Au nom de la sainte égalité, tous doivent avoir le droit de vivre du prix légitime de leur travail.

D'où vient que les sueurs de l'ouvrier coulaient en vain sous le régime renversé, sans faire éclore dans sa famille l'abondance du bien-être, sans lui donner même le pain nécessaire à la vie de chaque jour.

C'est que l'anarchie avait envahi le commerce et l'industrie, c'est que les travailleurs, loin d'être libres, subissaient l'esclavage d'une exploitation despotique.

Plus de despotisme, plus d'anarchie. Le temps de la justice est venu !

Mais pour la répartition de cette justice, une règle est néces-

saire. Beaucoup d'esprits regardent la détermination fixe de cette règle comme un problème insoluble.

Ils se trompent. Cette solution existe : Nous le prouverons.

L'organisation du travail par l'association concilie tous les intérêts, satisfait à toutes les exigences.

C'est le remède de la situation présente, c'est le salut et l'espoir de l'avenir.

Unité religieuse.

Nous avons écrit dans notre profession de foi la formule suivante : **LIBERTÉ DES CULTES !**

Où, sans doute, les cultes doivent être libres : chacun a le droit d'honorer selon sa conscience l'arbitre suprême de l'humanité, le régulateur des faits et des peuples.

Le moyen-âge imposait la croyance par les tortures ; il avait créé l'inquisition pour violenter les idées religieuses.

Le moyen-âge est loin de nous, Dieu merci.

La grande révolution de 89 avait commencé à saper comme un bélier puissant, les préjugés appuyés sur la force.

La grande révolution de 1848 a terminé l'œuvre de sa mère.

Toute inquisition a disparu avec la royauté.

Catholiques ou protestants, mahométans ou juifs, nous sommes libres.

Dieu seul a le droit de nous demander compte de notre croyance.

Les hommes ne viendront plus s'interposer entre Dieu et nous ; les conséquences de cette liberté seront admirables.

Une conciliation sublime s'établira entre tous les cultes au lieu de la lutte haineuse qu'ils se divisent dans le passé.

De cette conciliation résultera un principe fraternel que réclament d'instinct les hommes dont la religion est basée sur l'amour.

Bientôt, nous l'espérons, l'unité religieuse groupera tous les cultes autour de deux grandes prescriptions sociales, formulées dans l'Evangile.

« Honorez Dieu ! »

« Aimez-vous les uns les autres. »

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice de 1848, un crédit extraordinaire de deux cent cinquante mille francs, pour la construction d'une salle provisoire destinée à l'Assemblée nationale.

Le siège de l'état-major de la garde nationale de Paris et de la banlieue sera transféré aux Tuileries, dans les appartements du pavillon Marsan, jusqu'au guichet de l'Échelle.

Nous donnerons à mesure que nous les connaissons les circonscriptions de la garde nationale du XII^e arrondissement. Voici en attendant celles du 1^{er} bataillon.

1 ^{re} COMPAGNIE.	
Rue des Lavandières.	48
Place Maubert.	190
Rue Galande du 2 au 28.	83
Rue de la Bucherie du 1 au 11 et 2 à 12.	50
Rue Hôtel-Colbert.	80
Rue Jacinthe.	18
Rue des Trois-Portes.	21
	490
2 ^e COMPAGNIE.	
Rue de la Montagne-Saint-Etienne, jusqu'à la fontaine.	262
Rue du Clos Brancan.	85
Rue des Carmes.	237
	604
3 ^e COMPAGNIE.	
Rue Saint-Jacques de la rue des Noyers jusqu'à la rue Saint-Etienne des Grés.	210
Place Cambray.	127
Cour et Passage Saint-Jean-de-Latran.	200
	537
4 ^e COMPAGNIE.	
Rue Fromantel.	2
Rue Saint-Jean-de-Latran.	36
Rue Saint-Hilaire.	104
Rue des Sept-Voies.	82
Rue des Amandiers.	148
Rue de Reims.	2
Rue d'Ecosse.	48
Rue du Four.	22
Rue Charrière.	68
Rue de l'Ecole-Polytechnique.	25
	535
5 ^e COMPAGNIE.	
Rue Galande du 1 à la fin, du 30 à la fin.	304
Rue du Petit-Pont.	35
Rue Saint-Julien.	16
Rue de la Boucherie des 13 et 14 à la fin.	150
Quai Montebello.	10
Rue du Fouare.	73
	588
6 ^e COMPAGNIE.	
Rue des Noyers.	200
Rue Saint-Jacques, 1 à 49.	142
Rue du Plâtre.	126
Rue des Anglais.	100
	568
7 ^e COMPAGNIE.	
Rue Saint-Jean-de-Beauvais.	412
Rue des Noyers, de la rue Saint-Jean de-Beauvais et de la rue des Lavandières, jusqu'à la rue de la Montagne.	100
	512
8 ^e COMPAGNIE.	
Rue Saint-Jacques, à partir de la rue des Degrés, jusqu'à la rue des Fossés.	137
Rue des Fossés-Saint-Jacques, n ^{os} pairs.	43

Rue de la Vieille-Estrapade.	11
Rues Clotilde et Clotaire.	3
Rue Clovis.	5
Rue Descartes, n ^{os} pairs.	67
Rue de la Montagne à partir de la rue des Amandiers et Clovis, à l'église.	70
Rue des Prêtres.	12
Carré Saint-Etienne.	10
Rue Saint-Etienne-des-Grés, comprenant la Bibliothèque et Sainte-Barbe.	87
Place du Panthéon.	19
Ecole de Droit et rue Soufflot.	46
	510
Total.....	4374

Révolution Européenne.

LA LIBERTÉ A MILAN. — Des dépêches sont arrivées aujourd'hui de Milan. Elle se rapportent à la date du 18 courant.

Les bruits qui se sont répandus hier à la Bourse sur une insurrection à Milan sont pleinement confirmés.

Un combat très-vif et qui a été très-sanglant a été livré par la population aux troupes autrichiennes.

Dans la journée du 18, à 2 heures de l'après-midi, l'insurrection était victorieuse.

Le vice-roi, archiduc Reynier, a pris la fuite ; mais il a été saisi par le peuple à Brescia.

Les autorités autrichiennes ont capitulé afin d'obtenir pour unique condition la libre retraite de toutes les troupes autrichiennes hors du territoire lombardo-vénitien.

Le drapeau tricolore a été arboré dans toutes les villes de l'Italie septentrionale.

CONSTITUTION A ROME. — Rome vient enfin d'obtenir aussi sa constitution.

Le problème se posait dans des conditions ardues ; et ce n'était certes pas chose facile que de concilier la théocratie avec les institutions exigées par le progrès moderne.

Il n'est donc pas étonnant que l'enfement de cette œuvre ait été laborieux.

Pie IX a-t-il résolu la question d'une manière convenable et pratique ?

Nous le croyons, nous l'espérons, jusqu'à preuve du contraire. Du reste, il en sera de cette constitution comme de tant d'autres ; ce n'est qu'après en avoir vu fonctionner le mécanisme que l'on pourra juger en parfaite connaissance de cause.

Les bases de la constitution sont les suivantes :

« Un collège de cardinaux électeurs du souverain pontife et un sénat inséparable de ce conseil.

Deux chambres législatives, l'une dite haut conseil, dont les membres sont nommés à vie par le pape, l'autre composée de députés élus par la nation sur le pied d'un représentant par 30,000 âmes.

Les électeurs sont pris parmi certaines capacités définies et parmi plusieurs catégories de censitaires. (La possession d'un capital de 300 scudi, ou le paiement d'un impôt de 12 scudi par an à l'Etat, suffit pour assurer la franchise électorale.)

On est électeur à vingt-cinq ans.

Pour être éligible, il faut avoir 30 ans, posséder un capital de 5,000 scudi, ou payer 100 scudi d'impôt par an.

Indépendance du pouvoir judiciaire.

Point de cours prévôtales. Garde nationale.

Liberté individuelle garantie ; abolition de la censure en matière de presse.

L'initiative de la proposition des projets de loi appartient, soit aux députés, pourvu que la proposition soit appuyée par dix membres.

Le droit de pétition est reconnu. Comme on le voit, cette constitution est, sous certains rapports, plus libérale que notre charte de 1830.

UKASE D'ARMEMENT DU CZAR. — Voici, d'après la *Gazette de Spener*, le texte même de l'ukase par lequel l'empereur de Russie met sur le pied de guerre une partie de son armée.

« Il vient de se passer dans l'ouest de l'Europe, des événements qui trahissent la mauvaise intention de renverser toute autorité légale ; les traités et les alliances d'amitié qui unissent la Russie aux États voisins, nous imposent l'obligation sacrée de prendre à temps des mesures pour mettre une partie de nos armées sur le pied de guerre, afin que, si les événements l'exigent, on puisse opposer une barrière solide aux flots destructeurs de l'anarchie. »

L'ukase ordonne ensuite la convocation immédiate des réserves qui appartiennent aux corps de l'armée active.

LES ÉVÉNEMENTS DE BERLIN. — La *Gazette de Cologne* publie un récit très-détaillé et très-dramatique des événements qui se sont passés à Berlin les 18 et 19 mars.

Bien que ce récit diffère peu, dans ses points essentiels, de la version récemment publiée, il nous paraît de nature à intéresser nos lecteurs, et nous croyons dès-lors devoir le reproduire ci-après :

« On estime à 20,000 hommes les troupes qui avaient été rassemblées à Berlin par suite de l'arrivée des corps stationnés dans les localités voisines. C'est contre ces forces que la population, d'abord sans armes, a entrepris la lutte. Ce n'est que peu-à-peu que le peuple s'est procuré des armes, et dès ce moment le combat a continué avec des armes à feu des deux côtés. Le peuple se défendait derrière ses barricades, par les fenêtres, du haut des toits, et très-souvent aussi il prenait l'offensive. Le principal théâtre de la lutte était les rues de Frédéric et du Roi, et l'espace compris entre elles. C'est dans les rues de Frédéric, de Leipsick et du Roi que le sang a surtout coulé.

« Nous avons dit le commencement et l'origine du combat. Le 18, vers une heure après-midi, une foule immense stationnait devant le palais pour remercier le roi d'avoir accédé aux vœux populaires. Des milliers de voix poussaient vers le ciel d'immenses acclamations ; chacun s'abandonnait à l'allégresse la plus vive, lorsque ceux qui se trouvaient les plus rapprochés des portes du château demandèrent qu'on éloignât les troupes, et que la protection du château fût confiée à la garde bourgeoise, qui s'était formée deux jours auparavant, et qui, comme nous l'avons dit, portait pour signes distinctifs un brassard aux couleurs prussiennes et un bâton blanc à la main. La demande du peuple resta sans effet. Un

escadron de cavalerie vint même prendre position sur la place et chargea le peuple à coups de sabre. A peine la foule avait-elle fui de quelques pas que des coups de fusil retentirent derrière elle. Fou de rage, le peuple se précipita dans la rue du Roi, il s'arma avec la rapidité de l'éclair. Toutes les boutiques d'armuriers sont mises au pillage, des barricades s'élèvent, le pavé des rues est enlevé. Le tumulte est le même dans toute la ville. Le tocsin sonne; le peuple se heurte et se croise en désordre dans toutes les rues.

« Cependant de forts détachements de troupes étaient venus prendre position sur les points menacés; le château était gardé par une forte division d'infanterie et d'artillerie. Un feu meurtrier commença dans toutes les rues, et le peuple y répondit avec vigueur. On entendait sur tous les points des feux de peloton; l'artillerie, chargée à mitraille et même à boulets, grondait mêlée au roulement du tambour. La ville présentait jusqu'au matin l'aspect d'un véritable champ de bataille. Pendant toute la nuit, la ville resta illuminée, quoiqu'un clair de lune magnifique éclairât les combattants. La troupe perdait un grand nombre d'officiers supérieurs qui servaient de point de mire aux tireurs placés dans les maisons. La discipline, à laquelle plus qu'aucune autre armée du monde l'armée prussienne est accoutumée, maintint d'abord les soldats, puis probablement aussi le sentiment de leur propre salut. Cependant des témoins oculaires affirment que quelques détachements ont refusé de tirer aussi longtemps que le peuple ne les attaquait pas.

« Pour comble de confusion, on annonça au même instant que le feu s'était déclaré dans la fonderie royale de fer. Les étudiants s'étaient armés et conduisaient au combat le peuple, auquel s'étaient joints les arquebusiers de la garde, sorte de milice bourgeoise. Les portes de la maison de travail furent forcées et les détenus rendus à la liberté.

« Il était impossible d'abord de prévoir la puissance et la force que prendrait l'insurrection. On peut dire que la population tout entière y a pris part. On raconte des traits d'héroïsme incroyables de la part des défenseurs des barricades; celles-ci étaient nombreuses, hautes comme des maisons et très-fortes pour la plupart. Ce matin (le 19) la ville présente un aspect vraiment guerrier. Dans presque toutes les rues le pavé est enlevé. D'immenses monceaux de pierres et de briques que le peuple a lancés des fenêtres sur les soldats encombrant les rues et rendent le passage impossible aux voitures. Sur le haut des barricades flotte le drapeau rouge, noir et or, ou le drapeau rouge.

« Quoique les troupes n'aient pas perdu de terrain, le peuple se considère comme victorieux, car ce matin, vers onze heures, l'ordre a été donné de retirer de la ville toutes les troupes, à l'exception d'une petite partie de l'infanterie, qui restera consignée dans les casernes.

« Le peuple a montré un respect admirable pour les personnes et les propriétés. Aucun excès n'a été commis. Il est impossible, jusqu'à présent, d'indiquer le nombre des morts. Mais il est certain que, du côté de la troupe, les pertes ont été infiniment plus grandes que du côté du peuple. Les insurgés, qui ont été admirables de bravoure, avaient l'avantage de combattre à couvert. Il est certain, dans tous les cas, que le combat n'a cessé que par la retraite des soldats, et que les concessions politiques qui se sont succédées rapidement n'ont produit qu'une faible impression, qu'elles restées ignorées de la majeure partie des combattants, ou que ceux-ci n'y ont apporté qu'une médiocre importance.

« Ce matin, à onze heures, les soldats sont sortis de la ville. Le combat cessa dès ce moment, et on n'entendit plus que des coups de feu de joie du haut des barricades. Vers deux heures, un immense cortège accompagnait, tête nue, une charrette de déménagement, dans laquelle étaient couchés la plupart des combattants populaires, tombés dans la rue du Roi. Le cortège marchait en silence, chantant le choral protestant : *Jésus, notre confiance*. Le convoi funèbre arriva devant le château, où il fut accueilli avec un profond recueillement. Le roi parut au balcon; la foule exigea qu'il descendît. Il se rendit au vœu du peuple, et vint rendre hommage au courage des combattants populaires, en se découvrant devant leurs restes inanimés. Les morts furent déposés au rez-de-chaussée du palais.

« Une autre scène se passait quelques moments plus tard. Une foule que précédait le président de police venait d'entrer dans la cour intérieure du château en observant un silence imposant. Tout à-coup la foule entonne, comme un seul homme, le chant du rituel protestant : *Maintenant remercions Dieu !* D'immenses hurrahs remplissent l'air, et des milliers de voix demandent que le roi se montre. Le roi ne se rend pas à ce désir, parce qu'au même instant il annonçait du haut d'un perron, situé d'un autre côté du palais, qu'il autorisait l'armement populaire et confiait la protection de sa personne aux habitants de la capitale.

« La garde civique s'organise; les bourgeois se rendent en hâte à l'Arsenal, où on leur délivre des armes. Tout semble redevenir calme depuis le départ des troupes. Seulement le peuple exerce sa justice sommaire sur quelques-uns de ceux qu'il accuse de l'avoir trahi. C'est ainsi qu'il a brûlé le mobilier d'un major retraité nommé Preisz, par l'intervention duquel plusieurs citoyens ont été tués dans le voisinage de sa demeure.

« La boutique d'un gantier, sous les Tilleuls, qui, hier, avait livré aux soldats quelques étudiants polonais, a été dévastée. Partout ailleurs le peuple a montré le plus grand respect pour les propriétés particulières. Sur plusieurs maisons, magasins et édifices publics, on lisait cette inscription : *Respectez les propriétés des citoyens !* Le peuple a saccagé ce matin de fond en comble la demeure de M. Kuhne, directeur général des contributions, maintenant ministre des finances par intérim. La fonderie royale de fer, le manège, situés à la porte d'Orange sont incendiés; la caserne située dans la même rue est à peu près démolie.

« La Patrie ajoute : « Nous tenons d'une source authentique d'autres détails sur la scène si terrible, si émouvante qui s'est passée le 19 devant le palais : non content de faire descendre le roi de ses appartements et de l'obliger à se découvrir devant les restes des victimes, le peuple l'a contraint de poser la main sur le cœur de plusieurs d'entre elles en lui criant : « Voilà des cœurs qui battaient pour toi il y a quelques heures, mais les balles de tes soldats les ont percées. »

PRUSSE. Berlin, 20 mars. — Une ordonnance du roi accorde amnistie pleine et entière à tous les individus poursuivis ou condamnés pour délits politiques ou de presse. Le docteur en droit Bornemann est nommé ministre de la justice. M. de Camphausen est appelé auprès du roi pour l'aider de ses conseils comme ministre.

« A une heure, les Polonais détenus ont été mis en liberté. Ils se sont rendus en triomphe sur la place du château. Le peuple les a accompagnés en poussant des cris d'enthousiasme. Le roi a paru sur le balcon.

Dons patriotiques.

— Les ouvriers des ateliers des messageries ont apporté au gouvernement provisoire le montant d'une journée de paie : la somme était de 1,500 fr. Ils seront appliqués, soit à payer les travaux dans les ateliers nationaux, soit à donner des secours aux ouvriers sans travail.

— Les Francs-Maçons de la loge des émules d'Hiram ont déposé entre les mains du gouvernement provisoire une somme de 200 fr., à titre de don patriotique.

— Les ouvriers de la maison Bonhoure ont apporté 100 fr. produit d'une collecte faite entre eux pour subvenir aux besoins de la République.

— Les ouvriers en papier peint de la fabrique du citoyen Delicourt offrent, à titre de don patriotique, une somme de 468 fr. 75 c.

— Hier, un brave citoyen, nommé Bernard, tailleur à Montrouge, rue de Châtillon, 4, est venu offrir au gouvernement provisoire le fusil de l'ex-comte de Paris, qui avait été trouvé à Paris. Le travail en est très-délicat et de fort bon goût. Le fusil est en argent massif. On en avait offert 2,000 fr. au citoyen Bernard. Il a préféré le déposer à l'Hôtel-de-Ville comme un souvenir de la victoire du peuple. Le gouvernement provisoire a vu avec un vif plaisir cet acte de probité et de désintéressement.

— Un commis à cheval des contributions indirectes de Vierzon-Ville, qui désire garder l'anonymat, envoie au Gouvernement un mandat fin mai prochain, de 147 fr. 45 c., montant du douzième de ses appointements, afin de venir en aide à la République dans la crise financière actuelle.

— Les citoyens Dacheux, sergent-major de la garde nationale, et Lamarre, greffier de paix, ont déposé, entre les mains du gouvernement provisoire, la somme de 512 fr. 70 c., produit d'une collecte faite dans la commune de Montfort-l'Amaury.

— Le citoyen Durand Gervais, gargon de recette, rue Saint-Pierre-Popincourt, 4, adresse au gouvernement provisoire la lettre suivante qui est accompagnée de deux boîtes de montre en argent et d'un joujou d'enfant en même métal :

« Citoyens, l'heure de la liberté étant sonnée, je n'ai plus besoin de montre : et depuis qu'il est permis de chanter librement les *Girondins*, la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, mes enfants n'ont plus besoin de joujoux. »

— Aujourd'hui les ouvriers terrassiers du chemin de fer d'Orléans sont allés en corps déposer leur offrande au pays entre les mains du Gouvernement provisoire.

UN MORT POLITIQUE. M. de Metternich est mort politiquement; on peut donc publier dès à présent sa notice nécrologique.

M. de Metternich est né à Coblenz en 1772. Sa haute fortune date de 1813. Soudoyé par l'Angleterre au moment où l'épée de l'Autriche pouvait jeter un poids presque décisif dans la balance, au milieu de la lutte déjà si inégale que Napoléon soulevait contre l'Europe, Metternich entraîna l'empereur français dans la coalition.

On se rappelle le mot de Napoléon à cette occasion : O Metternich ! combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour jouer ce rôle ?

Après le triomphe de la coalition, Metternich prit une part active à ces traités de Vienne qui ressembleront bientôt à une vieille légende. Il devint l'âme de la Sainte-Alliance, et l'esprit de routine, de féodalité, d'obscurantisme et de résistance à tout progrès juste et utile finit par s'incarner en lui.

Metternich ! Que de colères, que de haines ce nom soulevait encore hier, ce nom qui semblait réveiller les échos du Spielberg, ce nom auquel les lamentations des martyrs de la liberté répondaient comme un lugubre concert de malédictions.

VIENNE. 18 mars. Le 16, l'empereur est sorti en voiture à 11 heures, avec l'archiduc Léopold, fils-ainé du vice-roi du royaume lombardo-vénitien. Sa M. a été bien accueillie : l'ordre et la tranquillité sont rétablis.

HANNOVER. Göttingue, 17 mars. La députation envoyée à Hanovre pour obtenir du roi la destitution du directeur de la police de Heintz, et d'autres concessions, étant revenue sans avoir rien pu obtenir, les étudiants de l'université sont partis aujourd'hui. Un grand nombre de bourgeois les ont accompagnés. On est généralement découragé, et on attend avec anxiété le résultat d'une démonstration dont le caractère est sérieux.

FRANCFORT, 18 mars. Le gouvernement de Nassau vient de mettre sous le séquestre le domaine de Johannisberg, appartenant au prince de Metternich. Le fisc réclame ses droits accumulés depuis trente-trois ans (1815 jusqu'à 1848).

Faits Divers.

LES BONNETS À POIL DE LA LITTÉRATURE. Un décret a dissous la chambre des pairs, consacrée aux invalides de la politique, mais nous possédons encore, provisoirement du moins, la chambre des pairs de la science, de la littérature et des arts, l'Institut de France. Ce gothique édifice ne saurait subsister sur un sol républicain. Ce n'est pas nous qu'on aura besoin de démontrer la nécessité de former, avec les illustrations du pays recrutées par l'élection, une sorte d'aréopage scientifique et littéraire.

Nous sommes tout prêts encore à déclarer que l'Institut, malgré sa constitution vicieuse, renferme aujourd'hui des hommes qui contribuent puissamment à la gloire nationale. Les Lamartine, les Arago, les Leverrier, les David, seront appelés sous toutes les législations à représenter, dans ce qu'elle a de plus éminent, l'intelligence du pays.

Mais l'Académie Française, telle qu'elle était composée le 24 février, ne renfermait-elle pas autant de noms obscurs et presque ridicules que de noms glorieux ? N'avait-on pas vu en dernier lieu le titre de familier, nous dirions presque de bouffon du roi, tenir lieu de titres littéraires et donner le droit de siéger dans une assemblée dont Béranger, Alfred de Musset, pour n'en pas citer d'autres, n'avaient pu franchir le seuil ?

L'Académie des sciences morales n'avait-elle pas donné sa démission d'avance en galvanisant la vieille économie politique, en fulminant contre la science sociale et en défendant par un ukase burlesque à tous les écrivains ses vassaux de songer au mouvement perpétuel, à la quadrature du cercle et à l'organisation du travail ?

L'Académie des Sciences, souillée par la présence d'un bibliophile trop ami des collections, n'éprouve-t-elle pas le besoin de se purifier par une transformation totale ?

L'Académie des Beaux-Arts s'est-elle jamais révélée par des travaux bien sérieux ?

L'Académie des Inscriptions existe-t-elle ? Allons, convenons-en de bonne foi, tous ces corps aristocratiques ont été tués par la Révolution de Février, et ce sont les seules victimes que la France ne pleurera pas. Hostiles aux jeunes taletus à tou-

tes les idées neuves, se recrutant elles-mêmes, ne se retrempan jamais dans une large élection, les académies étaient vraiment les *bonnets à poil* de la littérature et de la science. (*Démocratie pacifique*.)

— Nous avons annoncé, il y a deux jours, l'arrestation de plusieurs malfaiteurs qui exploitaient la capitale; nous avons cité entre autres le sieur Vincent Charra, qu'on avait tout lieu de supposer être un repris de justice des plus dangereux.

En effet, les recherches faites par la police ont amené à reconnaître que cet individu, déjà frappé de plusieurs condamnations, avait été notamment condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour d'assises de Saône-et-Loire. Le motif de cette condamnation était un assassinat suivi de vol commis sur un marchand colporteur. Afin de pouvoir exécuter le vol qu'il méditait, Charra avait versé dans le verre du marchand de la goutte somnifère (*datura stramonium*). La trop grande quantité de cette substance plongea le malheureux dans un sommeil dont il ne se réveilla plus.

En 1843, Charra dut être transféré des prisons de Châlons dans une autre prison, pour aller répondre de faits nouveaux devant une autre cour d'assises. Pendant le trajet, il réussit à s'évader avec des circonstances assez curieuses.

Ses parents, par lui prévenus, étaient venus à sa rencontre, et l'attendaient à une auberge sur la route, où devait nécessairement s'arrêter le convoi. Là, le prisonnier obtint du bon cœur de ses gendarmes la permission de revoir ses parents, de les embrasser et de s'asseoir un instant auprès d'eux.

Ceux-ci voulant reconnaître le bon procédé des gendarmes, leur offrirent de se rafraîchir, et les honnêtes gendarmes acceptèrent. Mais quelques gouttes adroitement jetées dans leurs verres les plongèrent bientôt dans un sommeil profond...

Quand ils se réveillèrent, les gendarmes ne retrouvèrent plus leur prisonnier, ils coururent à l'écurie pour enfourcher leurs montures et se mettre à sa poursuite... Charra et ses bons parents avaient, à l'exemple d'un personnage bien connu du boulevard du Crime, volé les chevaux des gendarmes !

Depuis cette audacieuse évasion, Charra fit constamment partie d'associations de malfaiteurs; il joua notamment un rôle actif dans une bande qui a comparu, il y a un an à peine, devant les assises de la Seine, sous le nom de *Bande Thibert*.

Ces malfaiteurs, parmi lesquels on remarquait plusieurs individus appartenant à une race bohémienne, dite des *Romanichels*, avaient particulièrement pour objet de dévaliser les voitures de roulage. Charra, intime compagnon de Dickens, le favori de Thibert, faillit être pris à Rouen au moment de commettre un vol avec Dickens; celui-ci vint à Paris, où la police opéra son arrestation. Quant à Charra, jusqu'à ce jour, il s'était soustrait à toutes les recherches.

On comprend de quelle importance doit être la capture d'un pareil malfaiteur.

Trois autres individus, les nommés Lebreton, Guillaume et Fulton, voleurs de profession, ont encore été arrêtés par le service de sûreté. (*Droit*.)

— Les vieux et braves habitants de l'Hôtel-des-Invalides ont adressé au Gouvernement provisoire une réclamation qui nous paraît extrêmement juste.

Ils demandent à voter à Paris au lieu d'adresser leurs votes à leurs départements respectifs comme les membres de l'armée active.

Les invalides ont été militaires, mais ils ne le sont plus; beaucoup d'entre eux habitent Paris depuis vingt, trente ans et plus : est-ce assez pour acquiescer un domicile ? Ces survivants de nos grandes armées sont devenus totalement étrangers à leurs communes primitives, n'y connaissent personne, n'y sont point connus. Et que décider pour les invalides nés dans les départements qui depuis les traités de 1815 ont cessé d'appartenir à la France ?

Le corps des invalides a toujours été animé du patriotisme le plus sincère, et leur demande mérite d'être prise en considération sérieuse.

— Le chef d'escadron Foissy, mis à la retraite par l'ancien gouvernement pour cause d'opinions, est rappelé à l'activité.

— M. Félix Latrade ayant été nommé commissaire extraordinaire du gouvernement dans la Gironde et la Dordogne, M. Chevalier, déjà commissaire pour ces départements, a cru devoir donner sa démission.

Cette détermination a donné lieu à une manifestation en sa faveur à Bordeaux dans la journée du 19. La foule a envahi l'hôtel où se trouvait M. Latrade. Aucun dégât n'a du reste été fait par le peuple, qui s'est retiré avec calme, sur l'assurance qui lui a été donnée par le maire que M. Latrade venait de partir.

— Le ministre de la marine a reçu divers rapports de M. le capitaine de corvette Jurion, commandant la *Bayonnaise*, affectée à la station de l'Indo-Chine. Le dernier de ces rapports est daté de la rade de Hong-Kong, le 29 janvier 1848. A cette époque la *Bayonnaise* se préparait à se rendre à Manille pour y porter M. Lefebvre de Bécourt, consul de France aux îles Philippines; la corvette devait ensuite revenir à Macao, où elle avait déposé, dès le 6 janvier, M. Forth-Rouen et toutes les personnes attachées à la légation de France en Chine. L'équipage de la *Bayonnaise*, soumis pendant deux mois à l'influence délétère d'une chaleur accablante, a compté un moment jusqu'à 57 malades, parmi lesquels deux seulement ont succombé. Ce sont les citoyens Diouris et Lemerel (Jean). Les autres ont dû probablement la vie aux soins intelligents et au dévouement des chirurgiens de la corvette, les docteurs Léclancher et Lerond.

— Hier une députation des ouvriers du Champ-de-Mars, tambour en tête et drapeaux déployés, s'est présentée au ministère de l'intérieur, pour demander à M. Ledru-Rollin de venir assister à l'inauguration de l'arbre de la liberté. Le ministre a cru devoir déférer à cette invitation, et s'est rendu au Champ-de-Mars.

A quatre heures et demie, le cortège était de retour au ministère, et la musique exécutait la *Marseillaise*, le *Chant des Girondins* et le *Chant du Départ*.

Le secrétaire général du ministère est venu remercier ces braves ouvriers du calme dont ils ont fait preuve dans cette manifestation, et il leur a annoncé que très-prochainement le Champ-de-Mars, où se célébra, lors de la première révolution, la grande fête de la Fédération, serait témoin d'une nouvelle solennité non moins éclatante, et qui réunirait à une même table et l'armée et la garde nationale, et tous les citoyens sans distinction de rang.

M. le secrétaire général a terminé son allocution par ces mots : *Vive le peuple ! vive l'armée !* qui ont été répétés avec enthousiasme par tous les assistants.

— Par un décret du 22 de ce mois, il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1848, un crédit de 500,000 fr. pour la conservation et l'entretien des édifices ci-après :

Palais du Louvre et sa galerie, palais des Tuileries et son jardin, palais National, écuries du Carrousel, écuries du faubourg du Roule et de la rue Montaigne, palais de l'Elysée, hôtel et magasins du mobilier de la Liste civile, monument religieux de la rue d'Anjou-Saint-Honoré, manufacture des Gobelins, palais de Versailles et de Trianons leurs parcs et jardins. Eaux de Versailles et machine de Marly, palais de Saint-Cloud et son parc, palais de Meudon, palais de Fontainebleau, palais de Compiègne, palais de Pau, manufacture de porcelaines de Sèvres, manufacture de tapisseries de Beauvais.

BOURSE DE PARIS.

A TERME		AU COMPTANT.			
		1 ^{er} C.	Pl. H.	Pl. B.	D ^r C.
pl. b.	en liquidation...	50 50	50 50	50 50	50 »
50 50	fin courant...	» »	» »	» »	» »
pl. b.	p. fin c. dont 1...	» »	» »	» »	» »
50 »	p. fin c. dont 50...	» »	» »	» »	» »
dr c.	p. fin p. dont 1...	» »	» »	» »	» »
50 50	p. fin p. dont 50...	» »	» »	» »	» »
Emp.	en liquidation...	» »	» »	» »	» »
3 0/0	fin courant...	» »	» »	» »	» »
1847.	fin prochain...	» »	» »	» »	» »
pl. b.	en liquidation...	71 50	72 »	70 »	70 50
71 25	fin courant...	» »	» »	» »	» »
pl. b.	p. fin c. dont 1...	» »	» »	» »	» »
71 »	p. fin c. dont 50...	» »	» »	» »	» »
dr c.	p. fin p. dont 1...	» »	» »	» »	» »
71 »	p. fin p. dont 50...	» »	» »	» »	» »
» »	Saint-Germain...	350 »	» »	» »	» »
» »	Versailles (rive dr.)...	115 »	125 »	115 »	125 »
» »	— (rive g.)...	115 »	117 50	115 »	117 50
» »	Paris à Orléans...	712 50	712 50	690 »	695 »
» »	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 10 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	Paris à Rouen...	425 »	430 »	425 »	425 »
» »	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 10 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	Rouen au Havre...	225 »	225 »	220 »	222 50
» »	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 10 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	Strasbourg à Bâle...	90 »	92 50	87 50	87 50
» »	Centre...	250 »	250 »	245 »	247 50
» »	Amiens à Boulogne...	410 »	410 »	400 »	410 »
» »	Orléans à Bordeaux...	347 50	348 75	340 »	340 »
» »	Nord...	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 10 au 31 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 10 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
» »	Paris à Strasbourg...	355 »	355 »	342 50	342 50
» »	Tours à Nantes...	335 »	340 »	335 »	335 »
» »	Paris à Lyon...	316 25	320 »	302 50	302 50
» »	Montreuil à Troyes...	» »	» »	» »	» »
» »	Dieppe à Fécamp...	» »	» »	» »	» »
REPORTS.		DU C. A. LA LIQUIDATION.		D'UNE LIQ. A L'AUTRE.	
3 0/0	...	...		...
5 0/0	...	...		...
Orléans	...	...		...
Rouen	...	...		...
Havre	...	...		...

AU COMPTANT.

FONDS FRANÇAIS.

	C. A.	D ^r C.		C. A.	D ^r C.
4 0/0 j. 22 septemb.	60 »	60 »	Rentes de la Ville.	» »	95 »
4 1/2 0/0 j. 22 septemb.	» »	85 »	Oblig. de la Ville.	1015 »	1015 »
Bons du trésor...	30 0/0	30 0/0	Banq. de France.	1650 »	1650 »
			Comp. d'Alger...	» »	900 »

FONDS ÉTRANGERS.

	C. A.	D ^r C.		C. A.	D ^r C.
Naples 5 0/0 ré-	» »	68 »	Esp. 5 0/0 d. a.	» »	26 1/2
cépiss. Roth.	» »	» »	— dette pass.	» »	4 7/8
Rome 5 0/0...	58 1/2	58 »	— 3 0/0 1841...	» »	21 »
Belg. 5 0/0 1840.	67 »	67 »	— d. int. N. T.	» »	17 1/2
— 5 0/0 1842...	67 »	67 »	— d. int. N. T.	» »	» »
— 4 1/2 0/0...	» »	69 »	Haiti : Emprunt.	» »	295 »
— 3 0/0...	» »	66 »	Hollande 4 0/0.	» »	84 »
Autriche : Lots.	» »	35 »	— 2 1/2 0/0.	» »	53 1/2
— métall. 5 0/0.	» »	375 »	Portugal 5 0/0.	» »	20 »
		96 »	Piémont : Oblig.	830 »	820 »

OBLIGATIONS.

	C. A.	D ^r C.		C. A.	D ^r C.
Caisse hypoth.	» »	400 »	Havre 'A.	» »	1000 »
St-Germain 1840.	» »	1140 »	— N. 1846.	» »	1050 »
— 1842	» »	1050 »	Marseille...	» »	800 »
Versail. rive dr. A.	» »	980 »	Bâle...	» »	998 »
— N. 1843.	» »	980 »	St-Etienne à Lyon	» »	1100 »
Orléans...	» »	1165 »	Grand'Combe A.	» »	» »
Rouen A.	» »	890 »	— N.	» »	1025 »
— N. 1847.	» »	1125 »	Lits militaires.	» »	955 »

ACTIONS DIVERSES.

	C. A.	D ^r C.		C. A.	D ^r C.
Banque belge 1845	» »	830 »	V.-Mont. A. E.	2050 »	2000 »
— 1841	» »	1122 50	— 5 ^e d'action.	» »	1120 »
Caisse hypoth.	» »	200 »	Nouv.-Mont.	» »	900 »
Caisse Gouin...	» »	1070 »	Antoniou...	» »	800 »
Compt. Gann.	» »	960 »	Grand-Mont.	» »	710 »
Caisse Baudon...	» »	400 »	Valentin-Cocq.	» »	975 »
Caisse Béchet.	» »	940 »	Monceaux...	950 »	1740 »
Orléans : Jouiss.	» »	850 »	Aveyron...	» »	4800 »
Charleroy...	» »	265 »	Nord...	» »	1375 »
Bordeaux à La	» »	55 »	Gaz français libre.	» »	3400 »
Teste...	» »	125 »	— non libéré.	» »	2900 »
Sceaux...	» »	870 »	Gaz anglais lib.	» »	6550 »
Quatre canaux.	» »	105 »	— non libéré.	» »	5250 »
— jouissance.	» »	1185 »	Gaz Bellev. lib.	» »	1140 »
Trois-Canaux...	» »	85 »	— non libéré.	» »	4109 »
— jouissance.	» »	950 »	Gaz du Nord...	» »	575 »
Can. de Bourges.	» »	80 »	Lins Maberly...	» »	440 »
— jouissance.	» »	» »	Grand'Combe...	» »	1075 »

Spectacles.

Théâtre de la Nation. Griseldis, la Xacarilla.
Théâtre de la République. Lucrèce.
Italiens.
Opéra-Comique. Le Domino noir, le Maçon.
Odéon.
Opéra-National. La Révolution française, la Bataille d'Argonne, Aline.
Théâtre-Historique. Monte-Christo (2^e soirée).
Vaudeville. Incessamment la réouverture.
Variétés. Lauzun, les Mousquetaires, le Pouvoir d'une femme, les Orphéonistes.
Théâtre Montansier. Le Camarade de lit, le Jeune Homme pressé, le Fruit défendu, 34 francs, ou sinon, chansonnette.
Porte-Saint-Martin. Robert Macaire.
Ambigu-Comique. Notre-Dame-des-Anges, l'Ouvrier.
Gaité. Le Pacte de Famille, les Deux Gamins.
Folies. Mariage impossible, les Deux Pommades, Raimbault.
Délasséments. L'Honneur de ma mère, la Fille du Diable, Lisbeth, Corneille et Richelieu.
Comte. Augusta, l'Anguille de Melun, le Petit Savoyard, l'Homme de Marbre.
Spectacle-Concert, boulevard Bonne-Nouvelle. La Famille de Pierrot, Rotomago, il signor Giovanni, vases et polkas.
Panorama, Champs-Élysées. Bataille d'Eylau.
Soirées fantastiques de Robert Houdin, tous les soirs à 8 heures; 164, galerie de Valois, Palais-Royal, et 14, rue de Valois. La suspension éthérée, Prestidigitation.
Soirées Orientales, Passage Jouffroy. Gnômes, expériences par le chlo-roforme.
Jardin d'hiver, aux Champs-Élysées. Promenades de jour. Marché aux fleurs chauffé et permanent. Cabinet de lecture gratuit. Salle d'exposition. Prix, 1 fr.
Diorama, bazar Bonne-Nouvelle. Vue de Chine, Eglise Saint-Marc.
Salle Valentino, rue Saint-Honoré, 339. Bal tous les dimanche, jeudi et samedi.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Duceois, 55, quai des Augustins.

Publication nouvelle de la librairie Louis Janet,

59, rue Saint-Jacques, 59.

LES MURS DE PARIS

Journal de la Rue,

COLLECTION DE TOUTES LES AFFICHES POLITIQUES QUI ONT ÉTÉ APPOSEES DEPUIS LA REVOLUTION DE 1848.

Complément de tous les journaux et de toutes les histoires des journées de Février.

Les feuilles publiques sont devenues un moyen insuffisant pour répondre à la fièvre et à l'effervescence de tous les esprits. Chacun rêve aux moyens d'amélioration sociale que la nouvelle révolution doit faire éclore. Comme il faut des liens de camaraderie et de relations acquises pour obtenir une place dans les colonnes des journaux, nos publicistes improvisés ont trouvé que par la voie de l'affiche ils frapperaient les yeux de la foule d'une manière plus rapide et plus efficace.

Ces placards ont mille titres différents :

Réclamations des travailleurs. — **Conseils aux ouvriers.** — **Réunions de chaque corps d'état.** — **Organisation du travail.** — **Clubs de tous genres,** de la Fraternité, des deux Moulins, de la Garde nationale, des Jacobins, etc., etc. — **Professions de foi de ces clubs.** — **Liberté des cultes.** — **Odes, chants et poésies.** — **Appels à l'opinion publique.** — **Projets de finances,** tels que La France riche en huit jours, Un milliard, Du travail pour cent mille citoyens, Banque fraternelle à trois pour cent, etc., etc. — **En un mot une foule de projets de lois et de constitutions.**

Toutes ces idées sérieuses ou folles, calmes ou exaltées, ont tenté de se faire jour à l'aide de ce nouveau mode de publicité.

La pluie ou le soleil effacent incessamment ces ébauches patriotiques, qui seraient restées sans écho si dès les premiers jours de la Révolution elles n'avaient pas été recueillies par nous.

Lorsque dans la rue nous voyons les passants s'arrêter attentifs et les pieds

dans la boue pour lire toutes ces affiches, n'est-il pas certain qu'elles s'offriront encore avec plus d'intérêt au lecteur paisible qu'elles iront trouver à domicile? En effet, toutes ces manifestations sont évidemment recherchées au moment où chacun réfléchit à la gravité des circonstances, discute toutes les questions politiques et va être appelé à exercer ses droits d'électeur.

Les documents que nous avons recueillis chaque jour sont la traduction la plus vraie de la physiologie des passions populaires. C'est le droit de pétition qu'en l'absence de toute chambre législative les citoyens exercent d'une manière toute nouvelle en venant imprimer leurs opinions sur les murs de la capitale, grands feuillets du journal que nous reproduisons. Là, comme nous venons de le dire, se trouveront donc traitées alternativement les questions les plus hardies, les plus excentriques et les plus brûlantes. Jamais, assurément, journal n'aura été plus varié et plus digne d'exciter la curiosité, puisque pour ses rédacteurs il compte tous les citoyens.

Ces livraisons paraîtront dans un délai assez rapproché, mais naturellement à des époques indéterminées, puisque les époques de la publication dépendront de l'abondance des matières.

LE TEXTE du volume se composera uniquement de la reproduction des affiches, c'est-à-dire, qu'on nous pardonne cette expression, de tout ce qui au point de vue de notre publication aura reçu le caractère officiel de la rue.

SUR LA COUVERTURE seront imprimés successivement : — 1^o le titre de tous les ouvrages et pamphlets politiques ainsi que celui de tous les journaux nouveaux; — 2^o tous les projets auxquels on voudra donner une publicité analogue à celle des affiches.

NOTA. Les divers articles que l'on enverra pour être imprimés sur la couverture des MURS DE PARIS devront en général avoir peu d'étendue. Pour parer aux frais d'impression de ces articles il sera perçu une simple rétribution d'un centime par chaque lettre. Les personnes des départements qui auraient des projets ou des observations politiques à publier devront envoyer FRANCO leur copie au Directeur des Murs de Paris, rue Saint-Jacques, n. 59, en l'accompagnant soit d'un mandat à présentation sur Paris, soit d'une somme en argent équivalente au prix d'un centime par chaque lettre que contiendra l'article à insérer. C'est-à-dire que l'auteur de l'article devra en compter toutes les lettres, et si l'article par exemple se compose de 687 lettres, il enverra 6 fr. 87 c.

On s'abonne

A la Librairie LOUIS JANET, 59, rue Saint-Jacques.

LES MURS DE PARIS formeront 24 livraisons, composées chacune de 16, 24 ou 32 pages in-8, plus une couverture contenant quatre pages de texte.

Prix d'Abonnement pour les vingt-quatre livraisons : SIX fr. — Par la Poste, HUIT fr.

Les auteurs de placards politiques sont priés d'en adresser un exemplaire au Bureau des MURS DE PARIS, rue Saint-Jacques, 59. Il est à désirer que cet envoi ait lieu au moment même de l'apposition, afin que l'insertion dans le recueil puisse être immédiate.

PRÉCIS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

par Mathieu BRIANCOURT, ouvrier teinturier.

Se vend à la librairie sociétaire, quai Voltaire, 25.—Prix : 30 cent.